CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
03 -08- 2000
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 18 avril 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 3 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 april 2000 door de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", heeft op 3 juli 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Comme le rappelle l'exposé des motifs, il résulte de la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat que le plan de secteur de l'agglomération bruxelloise et le plan régional de développement (en abrégé, P.R.D.) ont implicitement abrogé les dispositions des plans particuliers d'affectation du sol (en abrégé, P.P.A.S.) qui ne sont pas conformes à leurs prescriptions (1).

Les auteurs du projet n'entendent pas remettre en cause cette jurisprudence.

Ils souhaitent toutefois donner à nouveau effet à celles des dispositions implicitement abrogées des P.P.A.S. qui sont conformes au plan régional d'affectation du sol (en abrégé, P.R.A.S.) actuellement en cours d'élaboration.

Ils proposent, à cette fin, à l'article 2, 2°, de l'avant-projet d'ordonnance, de remplacer l'article 5, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, par la disposition suivante :

"Les dispositions des plans communaux implicitement abrogées en raison de leur défaut de conformité à un plan supérieur adopté après leur entrée en vigueur recouvrent

---

(1) Voir spécialement l'arrêt A.S.B.L. Front commun des groupements de défense de la nature, n° 75.710 du 10 septembre 1998, A.P.T., 1998, p. 201, avec des extraits du rapport et de l'avis de l'auditeur I. KOVALOVSZKY; Aménagement-Environnement, 1999, p. 55, note M. QUINTIN; J.T., 1999, p. 63, note D. LAGASSE.

leurs effets initiaux dans la mesure de leur conformité au plan supérieur nouveau, à moins qu'elles aient été entretemps modifiées ou explicitement abrogées.".

Dans l'exposé des motifs, les auteurs du projet justifient la solution envisagée, notamment, par la circonstance que "l'impact des abrogations implicites sur les dispositions des 590 P.P.A.S., suite à l'adoption du plan de secteur et du P.R.D., n'a jamais été évalué de façon exhaustive.".

Ils précisent à ce sujet que "l'examen de la conformité des P.P.A.S. au plan de secteur et au P.R.D. se révèle particulièrement lourd et difficile à mettre en oeuvre sur le plan pratique, compte tenu de la méthodologie particulièrement complexe qu'il suppose, du nombre de P.P.A.S. existants en Région de Bruxelles-capitale, de l'absence de version coordonnée des dispositions graphiques et littérales de ces P.P.A.S. suite à leurs diverses modifications partielles et des définitions divergentes qu'ils contiennent.".

Il convient toutefois de rappeler qu'en vertu de l'article 26, alinéa 2, 1°, de l'ordonnance précitée du 29 août 1991, le P.R.A.S. doit indiquer, notamment, "la situation existante de droit" (1). L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 16 juillet 1998 relatif à la présentation générale du projet de plan et du plan régional d'affectation du sol précise que la situation existante de droit est figurée sur une carte et que celle-ci

---

(1) Et ce, dès le moment où il est établi à l'état de projet.

indique au moins, notamment, le périmètre des P.P.A.S. en vigueur et leur date d'approbation (1).

L'indication de la situation existante de droit est destinée à procurer aux particuliers intéressés, de même qu'aux autorités consultées sur le projet de plan et à celle qui est chargée d'arrêter le plan, une connaissance exacte de l'affectation que les zones délimitées dans le projet de plan ont déjà reçue en droit, notamment dans les P.P.A.S. en vigueur, et de se prononcer en connaissance de cause sur le document qui leur est soumis (2).

Il y a lieu, à ce sujet, de souligner que si le Gouvernement dispose, pour arrêter le P.R.A.S., d'un large pouvoir d'appréciation, il doit néanmoins établir qu'il a, en exerçant ce pouvoir, suffisamment pris en considération la situation urbanistique existante, telle qu'elle résulte,

---

(1) Voir, sur ce point, l'article 4, alinéa 2, deuxième tiret, de l'arrêté du 16 juillet 1998.

(2) Lire à ce sujet, en ce qui concerne l'indication de la situation existante de droit dans les plans de secteur, la jurisprudence citée par F. HAUMONT, L'urbanisme, Région wallonne, in Répertoire Notarial, Larcier, 1996, n°s 24 et 26, ainsi que C.E., arrêt Anckaert et Meyfroodt, n° 58.935 du 28 mars 1996, Aménagement-Environnement, 1997, p. 284.

notamment, des prescriptions en vigueur des P.P.A.S. (1).

A cet égard, en dépit des difficultés que relève l'exposé des motifs, il ne peut être fait abstraction, dans la détermination de la situation existante de droit, des abrogations qu'ont subies les P.P.A.S. existants, en tout ou en partie, explicitement ou implicitement.

A défaut, ceci reviendrait à considérer que des dispositions qui ne sont plus en vigueur font encore partie de l'ordonnancement juridique et à induire ainsi en erreur sur le contenu exact de celui-ci.

---

(1) Selon les termes de J. HOEFFLER, "la connaissance de l'état actuel des lieux est ... un facteur déterminant, à la fois pour justifier les conditions nouvelles d'utilisation du sol et pour éviter de léser des intérêts légitimes par des transformations inopportunes et mal étudiées" ("Les mécanismes juridiques de l'aménagement du territoire", in M.-A. Flamme et a., Le droit de la construction et de l'urbanisme, éditions du Jeune Barreau, 1976, pp. 181 et sv., p. 212). En ce sens, un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat déclare que, "s'il est exact que l'autorité administrative dispose d'un pouvoir d'appréciation certain pour déterminer l'affectation future des sols, elle n'en est pas moins tenue de prendre en considération les éléments de fait qui caractérisent les lieux" (arrêt Jonas, n° 35.600 du 28 septembre 1990). Ce qui vaut pour les éléments de fait vaut aussi pour les éléments de droit. Ainsi, à propos de la prise en compte des prescriptions des plans existants lors de l'élaboration ultérieure d'un plan supérieur, J.-M. FAVRESSE écrit : "il va de soi ... ou il devrait aller de soi que les auteurs d'un plan supérieur ont tenu compte, pour l'établir, des plans existants, afin de ne pas s'écarter de ceux-ci à plaisir; ils savent donc en principe, ou ils devraient savoir où et quand ils ont édicté des prescriptions qui sont incompatibles avec les plans en question" ("Les effets d'un nouveau plan d'aménagement sur les plans inférieurs existants", note sous Cass., 9 mai 1985, J.T., 1986, pp. 543 et sv., p. 547).

S'il se conçoit que la simple mention d'un plan et de son périmètre soit considérée comme suffisant à indiquer la situation juridique résultant de ce plan lorsque celui-ci est encore entièrement en vigueur (1), il n'en va pas de même dans les cas où il a été abrogé, fût-ce implicitement et pour partie. En effet, en pareils cas, la simple mention du plan et de son périmètre ne procure pas aux intéressés une connaissance exacte de la situation juridique existante, puisqu'il n'est alors pas fait de distinction selon que les dispositions du plan sont ou ne sont plus en vigueur.

Il y a donc lieu de considérer qu'en ne prenant pas en compte, dans la situation existante de droit, les abrogations implicites qu'ont subies les P.P.A.S. existants, le projet de P.R.A.S. et le P.R.A.S. en cours d'élaboration s'exposent à de sérieuses critiques de légalité.

Toutefois, l'autorité se trouve devant la difficulté quasi insurmontable de vérifier dans quelle mesure les prescriptions des quelque 590 P.P.A.S. existants ont pu être abrogées implicitement, en tout ou en partie, par le plan de secteur et le P.R.D. et, par suite, de se conformer à l'article 26, alinéa 2, 1°, de l'ordonnance précitée ainsi qu'au principe selon lequel l'autorité doit, en exerçant son pouvoir d'appréciation, prendre en considération la situation existante de droit. Le risque est donc grand de voir se prolonger trop longtemps et de manière préjudiciable la situation dans laquelle l'autorité serait empêchée d'accomplir son devoir d'assurer la mise en oeuvre de la politique

---

(1) Voir, en ce sens, C.E., arrêt Lebrun, n° 26.322 du 27 mars 1986.

d'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale et de prendre attitude à l'égard du P.R.A.S. actuellement en projet. Pour ces considérations d'intérêt général impérieuses, il pourrait être envisagé à titre exceptionnel de valider par la voie législative la procédure en cours d'élaboration du P.R.A.S. sur ce point précis. Une disposition en ce sens pourrait être insérée dans l'avant-projet d'ordonnance examinée.

2. Les auteurs du projet suggèrent d'abandonner la règle, formulée par l'article 34 de l'ordonnance du 29 août 1991, selon laquelle "l'arrêté du Gouvernement adoptant (le P.R.A.S.) abroge les dispositions non conformes, qu'il énumère, des plans communaux de développement et des plans particuliers d'affectation du sol en vigueur" (1).

---

(1) Au passage, on relève que l'ordonnance en projet ne suggère pas d'abandonner la règle, formulée par l'article 47 de l'ordonnance du 29 août 1991 et calquée sur celle de l'article 34, suivant laquelle "l'arrêté du Gouvernement approuvant (le plan communal de développement) abroge les dispositions non conformes, qu'il énumère, des plans particuliers d'affectation du sol en vigueur". Il résulte pourtant des articles 2 et 49 de l'ordonnance du 29 août 1991 que les P.P.A.S. sont inférieurs, non seulement au P.R.A.S., mais aussi au plan communal de développement. Ne convient-il pas, dès lors, de régler de la même manière les difficultés qui se présentent lorsque les dispositions d'un P.P.A.S. existant ne sont pas conformes à celles de n'importe quel plan supérieur nouveau, qu'il s'agisse du plan communal de développement ou du P.R.A.S. (voir d'ailleurs, en ce sens, l'article 59, alinéa 3, en projet de l'ordonnance du 29 août 1991) ? L'ordonnance en projet sera revue pour éviter toute incohérence à ce sujet.

.../...

Suivant l'exposé des motifs, l'énumération exhaustive des dispositions des plans communaux existants non conformes au P.R.A.S. est un travail "titanesque", voire même "matériellement impossible", qui "hypothéquerait l'adoption du P.R.A.S. dans des délais raisonnables".

En outre, toujours d'après l'exposé des motifs, une telle énumération appelle la plupart du temps une "réponse urbanistique".

Aussi l'ordonnance en projet entend-elle permettre aux autorités - en particulier aux autorités communales - de "trouver une réponse urbanistique appropriée à l'abrogation implicite (des P.P.A.S.)".

A cette fin, elle propose notamment de modifier l'ordonnance du 29 août 1991 comme suit :

a) en prévoyant que le Gouvernement a, lorsqu'il arrête le P.R.A.S., la faculté d'indiquer les modifications à apporter aux plans communaux (article 26, alinéa 3, en projet de l'ordonnance du 29 août 1991);

b) en allégeant la procédure de modification d'un P.P.A.S. qui n'est plus conforme au P.R.A.S. (article 59, alinéas 3 et 4 en projet, de l'ordonnance du 29 août 1991) : il est, à cette fin, prévu que le conseil communal "adopte définitivement le projet de plan en application de l'article 53bis et poursuit la procédure conformément à l'article 53ter"; l'exposé des motifs précise que cette procédure simplifiée "permet notamment d'adopter directement un projet

.../...

de plan sans devoir repasser en enquête publique" (1);

c) en offrant la possibilité d'abroger un P.P.A.S. pour une partie seulement de son périmètre (modification de l'article 65bis de l'ordonnance du 29 août 1991);

d) en organisant une procédure d'abrogation des dispositions d'un P.P.A.S. non conforme au P.R.A.S. (article 65sexies en projet de l'ordonnance du 29 août 1991); selon l'expression utilisée dans l'exposé des motifs, il s'agit d'assurer un "toilettage" des textes; la procédure prévue ne comprend pas de phase de consultation, et notamment pas d'enquête publique.

L'exposé des motifs précise que "le choix entre la procédure de modification, d'abrogation totale ou partielle des P.P.A.S. dépendra d'une décision d'opportunité urbanistique fondée sur un examen attentif des dispositions des P.P.A.S. telles que partiellement et implicitement abrogées suite à l'entrée en vigueur du P.R.A.S."; il est encore ajouté que "ce choix urbanistique ne peut se faire qu'indépendamment du P.R.A.S.".

---

(1) L'intention exacte des auteurs du projet au sujet de cette procédure allégée gagnerait à être précisée. Se pose notamment la question de savoir s'il appartient ou s'il n'appartient pas aux autorités communales d'adopter un dossier de base et de mettre en oeuvre la procédure organisée par les articles 51 à 53 de l'ordonnance du 29 août 1991 - laquelle inclut une enquête publique, portant sur le dossier de base. On se demande aussi si la solution envisagée par les auteurs du projet s'applique dans les hypothèses qu'indique l'article 53bis, alinéa 2, 2° et 3°, de la même ordonnance.

Les dispositions à l'examen appellent l'observation fondamentale ci-après.

Lorsqu'une disposition d'un P.P.A.S. est implicitement abrogée par le P.R.A.S., les effets de cette abrogation se produisent immédiatement, dès l'entrée en vigueur du P.R.A.S.

Ils ne dépendent donc pas de l'adoption d'une décision expresse ultérieure.

Si une décision expresse intervient par la suite, il convient d'en discerner la portée exacte.

Il se peut que les autorités compétentes souhaitent, dans un souci de sécurité juridique, constater expressément l'abrogation déjà intervenue et procéder ainsi à un "nettoyage" ou un "toilettage" des dispositions du P.P.A.S. concerné. Si tel est leur seul but, elles ne disposent d'aucun pouvoir d'appréciation en opportunité et n'énoncent pas de règle de fond nouvelle; elles doivent se limiter à constater une situation juridique préexistante, dont les effets sont nés dès l'entrée en vigueur du P.R.A.S.

Tout autre est l'hypothèse où les autorités compétentes estiment que la situation nouvelle résultant de l'abrogation implicite de certaines dispositions d'un P.P.A.S. par le P.R.A.S. appelle, en raison de considérations d'opportunité urbanistique, une modification ou une abrogation du P.P.A.S. Dans un tel cas, ces autorités exercent un pouvoir d'appréciation en opportunité et prennent des dispositions nouvelles quant au fond, disposi-

tions dont l'entrée en vigueur est indépendante de celle du P.R.A.S. et de l'abrogation implicite qu'il comporte (1).

α. A la lecture du dispositif aussi bien que de l'exposé des motifs, il n'apparaît pas que les dispositions à l'examen aient été conçues en prenant en compte la distinction qui vient d'être évoquée.

La section de législation du Conseil d'Etat relève notamment que l'article 65sexies en projet de l'ordonnance du 29 août 1991 est fondamentalement ambigu à cet égard.

Alors que l'exposé des motifs laisse entendre que cette disposition réglerait seulement la conduite d'une simple opération de "toilettage", le dispositif de cet article n'est pas formulé en ce sens.

Au contraire, il est rédigé en des termes qui ne se distinguent nullement, en substance, de ceux dans lesquels sont formulées les dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 qui mettent en place, en ce qui concerne les plans d'affectation du sol, des procédures lors desquelles les autorités compétentes disposent d'un pouvoir d'appréciation en opportunité.

---

(1) Au sujet de la distinction à opérer entre une abrogation expresse qui supprime pour l'avenir les effets d'un texte déterminé, en y substituant des règles nouvelles ou en faisant disparaître complètement une institution ou des règles anciennes, et une abrogation expresse qui n'a qu'un but de nettoyage, c'est-à-dire de faire disparaître de l'arsenal juridique des textes implicitement abrogés, lire Chr. LAMBOTTE, Technique législative et codification, E. Story-Scientia, 1988, pp. 117 et 118.

Pour ne prendre qu'un exemple, si l'article 65sexies en projet doit se comprendre comme envisageant seulement la conduite d'une simple opération de "toilettage", il est particulièrement équivoque de prévoir que les décisions prises "entrent en vigueur dans le délai fixé par le Gouvernement ou, à défaut, 15 jours après leur publication au Moniteur belge", puisque les dispositions des P.P.A.S. implicitement abrogées par le P.R.A.S. cessent de produire leurs effets dès l'entrée en vigueur de celui-ci.

$\beta$. La distinction qui a été évoquée plus haut doit aussi être prise en compte pour déterminer dans quels cas il se justifie d'alléger la procédure d'abrogation ou de modification d'un P.P.A.S. par rapport à ce que prévoit normalement l'ordonnance du 29 août 1991, tout particulièrement en ne prévoyant pas de phase de consultation - et notamment pas d'enquête publique.

L'absence d'une procédure telle qu'une enquête publique, procédure destinée avant tout à permettre aux intéressés de faire valoir des observations d'ordre urbanistique, se justifie pleinement quand il s'agit uniquement de constater de manière expresse une abrogation implicite déjà intervenue : en effet, il n'y a pas matière, en ce cas, à des considérations d'opportunité urbanistique.

Par contre, une pareille absence se justifie beaucoup plus difficilement au regard du principe de l'égalité devant la loi, lorsqu'il s'agit de modifier ou d'abroger un P.P.A.S. sur la base de considérations d'opportunité urbanistique. Il importe peu, à cet égard, que les modifications et abrogations envisagées concernent unique-

ment le cas de P.P.A.S. non conformes à un plan - le P.R.A.S. - qui a, quant à lui, été soumis à une procédure de consultation. En effet, lesdites modifications et abrogations n'ont pas - ou pas seulement - pour objet d'assurer la stricte conformité juridique des P.P.A.S. au P.R.A.S. (1), mais sont - ou sont aussi - le reflet d'une appréciation d'ordre urbanistique qui, ne se réduisant pas à celle sur laquelle repose le P.R.A.S. (2), peut susciter des avis distincts de ceux qui ont été formulés lors de la consultation précédant l'adoption de celui-ci.

Les dispositions à l'examen seront fondamentalement revues en tenant compte de ce qui vient d'être dit.

3. A l'instar de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, l'ordonnance du 29 août 1991 prévoit, en ce qui concerne l'instruction des demandes de permis, deux procédures distinctes selon qu'il existe ou non, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou un permis de lotir non périmé. Dans le second cas, l'avis du fonctionnaire délégué doit être demandé à titre préalable et si cet avis est donné dans le délai, le permis ne peut être délivré par le collège des bourgmestre

---

(1) Si tel était leur objet, elles tendraient uniquement à constater de manière expresse l'abrogation implicite déjà intervenue, ce qui n'est pas l'hypothèse envisagée ici.

(2) S'agissant de modifier un P.P.A.S., il se peut d'ailleurs que la décision prise déroge au P.R.A.S., en application de l'article 50 de l'ordonnance du 29 août 1991.

et échevins que de l'avis conforme et exprès du fonctionnaire délégué; s'il n'est pas donné dans ce délai, l'avis est réputé favorable (article 116 de l'ordonnance). Dans le premier cas, le collège des bourgmestre et échevins statue sur la demande sans avis préalable du fonctionnaire délégué (article 118). Dans les deux cas, le collège des bourgmestre et échevins a l'obligation de vérifier si réellement la parcelle concernée est reprise ou non dans un plan particulier d'affectation du sol approuvé (1) et le permis délivré par le collège est exécutoire s'il n'est pas suspendu par le fonctionnaire délégué dans les vingt jours de sa notification (article 120). Cette différence de régime, qui consiste dans l'autonomie plus ou moins grande dont dispose le collège des bourgmestre et échevins, s'explique par le fait que, dans le premier cas, le pouvoir d'appréciation de l'autorité communale est déjà limité par l'existence d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir. Le plan particulier d'affectation du sol contient en effet des prescriptions urbanistiques relativement détaillées et a déjà été soumis au contrôle du pouvoir régional. En revanche, en l'absence de plan particulier, le collège se détermine en fonction de la conception qu'il se fait du bon aménagement des lieux, ce qui lui donne un pouvoir d'appréciation plus étendu et peut justifier une intervention préalable du fonctionnaire délégué.

---

(1) Voir à ce propos l'arrêt n° 13.829, Vrinssen, du 9 décembre 1969 du Conseil d'Etat rendu sous l'empire de la loi du 29 mars 1962.

L'avant-projet d'ordonnance modifie le régime existant. Alors qu'actuellement l'avis préalable du fonctionnaire est requis en cas d'abrogation du plan particulier d'affectation du sol sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que cette abrogation est explicite ou implicite, partielle ou totale dès lors que le bien faisant l'objet de la demande de permis est compris dans la partie de plan abrogée, l'avant-projet ne prévoit plus le recours à cette procédure qu'en cas d'abrogation explicite du plan particulier dans toutes ses dispositions. En cas d'abrogation implicite, totale ou partielle, et en cas d'abrogation explicite partielle, l'avis préalable du fonctionnaire délégué n'est plus requis; le régime est alors le même que celui applicable lorsqu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan d'affectation du sol en vigueur. La seule justification donnée à cette modification est que le délai de dix jours dont dispose la commune pour déterminer la procédure applicable est trop bref pour procéder à un examen approfondi des plans particuliers d'affectation du sol.

Cette modification ne saurait être admise.

Comme il a été souligné dans l'observation générale n° 2, l'abrogation implicite opère de plein droit. De ce point de vue, il n'existe aucune différence entre l'abrogation explicite ou implicite, totale ou partielle : les effets juridiques sont toujours les mêmes, la norme abrogée cesse de plein droit de produire ses effets pour l'avenir. En vertu du principe d'égalité et de non-discrimination, il importe que tous ceux qui se trouvent

.../...

dans la même situation de devoir solliciter un permis pour un bien sis dans un territoire pour lequel il n'existe pas de plan particulier d'affectation du sol à la suite de son abrogation par un plan supérieur soient traités également. Concrètement, ceci signifie que dans cette hypothèse, le collège des bourgmestre et échevins ne peut, bien évidemment, se fonder sur des prescriptions détaillées qui ont cessé d'exister et qu'il doit se déterminer en fonction de sa conception du bon aménagement des lieux. Le contrôle a priori par le fonctionnaire délégué trouve sa raison d'être, comme il a été relevé ci-dessus, dans cette absence de prescriptions détaillées; cette raison subsiste en cas d'abrogation expresse partielle et, tout autant, en cas d'abrogation implicite, totale ou partielle.

En outre, il est paradoxal et même contradictoire d'affirmer vouloir tirer les conséquences de la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat en matière d'abrogation implicite et, dans le même temps, d'assimiler, en matière de procédure d'examen des demandes de permis, à l'hypothèse où il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan particulier d'affectation du sol, celle où un tel plan n'existe plus à la suite de son abrogation expresse partielle ou d'une abrogation implicite totale ou partielle.

La brièveté du délai dont dispose la commune en l'état actuel de l'ordonnance pour examiner s'il existe ou non, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan particulier d'affectation du sol pourrait justifier, dans certains cas où cette difficulté est réelle, un allongement du délai visé à l'article 109, alinéa 6, de l'ordonnance,

.../...

mais non l'assimilation pure et simple à laquelle l'auteur de l'avant-projet procède.

On rappellera enfin qu'il ne s'agit pas ici de vérifier la mesure dans laquelle les prescriptions des plans particuliers d'affectation du sol ont été abrogées implicitement par le plan de secteur de l'agglomération bruxelloise ou le P.R.D., puisque l'avant-projet, en son article 2, leur redonne vigueur, mais uniquement de se prononcer, lors de l'examen des demandes de permis, sur la compatibilité desdites prescriptions avec le P.R.A.S. (1) et donc sur leur éventuelle abrogation implicite par ce dernier.

L'avant-projet doit être fondamentalement revu sur ce point.

## OBSERVATIONS PARTICULIERES

### Dispositif

### Article 2

1. Il résulte du texte actuel de l'article 5, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991, lequel trouve son origine sur ce point dans l'article 2 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, que, si l'on fait abstraction du sort des dispositions d'un plan non conformes à celles d'un plan supérieur ultérieur, l'abrogation pure et simple d'un plan n'est

---

(1) ou, le cas échéant, avec le plan communal de développement.

permise que dans les cas expressément prévus par le législateur (1).

Les délégués du gouvernement ont précisé que les auteurs du projet n'entendaient pas remettre en cause ce principe.

Aussi est-il suggéré de remplacer l'article 5, alinéa 2, en projet, de l'ordonnance du 29 août 1991 par le texte suivant :

"Les plans demeurent en vigueur jusqu'au moment où :

1° soit d'autres plans leur sont substitués à la suite d'une modification ou dans les cas où la présente ordonnance prévoit la suspension ou l'abrogation explicite de tout ou partie de leurs dispositions;

2° soit ils sont implicitement abrogés en raison de leur défaut de conformité à un plan supérieur adopté après leur entrée en vigueur.".

2. En ce qui concerne l'article 5, alinéa 3, en projet, de l'ordonnance du 29 août 1991, il est fait référence à l'observation générale n° 1. Pour le surplus, il convient encore de relever que le texte à l'examen est

---

(1) Conseil d'Etat, arrêt Saint-Rémy et consorts, n° 23.484 du 16 septembre 1983; lire aussi Chr. DACIER, "Peut-on abroger un plan d'aménagement ?", Aménagement du territoire et droit foncier, n° 8, octobre 1980, pp. 33 et 34.

rédigé en des termes tels qu'il est destiné à s'appliquer dans toutes les hypothèses où les dispositions d'un plan communal qui ont été implicitement abrogées sont conformes à un plan supérieur nouveau.

La section de législation du Conseil d'Etat se demande si telle est bien l'intention des auteurs du projet, ou si ceux-ci envisagent seulement le cas des dispositions des P.P.A.S. qui ont été implicitement abrogées par le plan de secteur ou par le P.R.D. et qui sont conformes au P.R.A.S. actuellement en cours d'élaboration - auquel cas le texte devrait être rédigé en ce sens et trouverait mieux sa place au titre VI, chapitre II, de l'ordonnance du 29 août 1991.

Article 3

1. Au 1°, il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise en ce que les mots "s'inspire des indications et orientations" n'ont pas le même sens que les mots "volgt het voorbeeld van de meldingen en oriëntaties van het gewestelijk ontwikkelingsplan". Cette discordance doit être levée.

2. Au 2°, le mot "supprimés" doit être remplacé par le mot "abrogés". La même observation vaut pour l'article 5 et l'article 8, 2°.

.../...

3. Au 3°, il convient d'écrire :

"3° l'alinéa 3 est remplacé par : (la suite comme au projet).".

Articles 8 et 9

1. Ces dispositions doivent être revues pour tenir compte, d'une part, du fait que l'article 63 de l'ordonnance du 29 août 1991 comprend seulement trois alinéas - et non pas quatre - et, d'autre part, de ce que, quand le Gouvernement se substitue aux autorités communales pour élaborer ou modifier un P.P.A.S., il ne doit évidemment pas approuver des décisions qu'il a prises lui-même.

2. Sous réserve de l'observation qui précède, à l'article 8, 1°, il convient d'écrire :

"1° à l'alinéa 2, les termes ... (la suite comme au projet).",

tandis qu'à l'article 9, les mots "entièrement supprimé" doivent être remplacés par le mot "abrogé".

Article 10

Mieux vaut remplacer les mots "ou une partie de son périmètre" par les termes "pour l'ensemble ou pour une partie de son périmètre".

.../...

Article 11

Outre ce qui a été dit dans l'observation générale n° 2, la disposition à l'examen appelle les observations suivantes :

1. L'article 65sexies, § 1er, alinéa 4, et § 2, alinéa 4, en projet de l'ordonnance du 29 août 1991 prévoit la publication par extrait au Moniteur belge des arrêtés par lesquels le Gouvernement approuve la décision du conseil communal d'abroger un P.P.A.S. ou abroge lui-même un tel plan.

La publication au Moniteur belge des arrêtés du Gouvernement est réglée par l'article 39 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

C'est cette disposition qui détermine dans quels cas et selon quelles modalités les arrêtés du Gouvernement doivent être publiés au Moniteur belge.

Il n'est donc pas au pouvoir de la Région de Bruxelles-Capitale de prévoir que les arrêtés par lesquels le Gouvernement approuve la décision du conseil communal d'abroger un P.P.A.S. ou abroge lui-même un tel plan sont publiés par extrait au Moniteur belge.

2. L'article 65sexies, § 1er, alinéa 4, en projet prévoit aussi la publication par extrait au Moniteur belge de la décision du conseil communal abrogeant un P.P.A.S., dans le cas où, le Gouvernement ne respectant pas le délai

qui lui est imparti pour approuver cette décision, l'approbation est réputée accordée.

Mieux vaudrait charger le Gouvernement de veiller à la publication au Moniteur belge d'un avis constatant que l'approbation de la décision du conseil communal est réputée accordée.

Ces observations valent aussi, mutatis mutandis, pour l'article 65septies, § 1er, alinéa 3, et § 2, alinéa 2, en projet de l'ordonnance du 29 août 1991.

Article 12

1. Mieux vaut rédiger comme suit l'article 65septies, § 1er, alinéa 1er, en projet :

"§ 1er. Lorsque l'abrogation d'un plan particulier d'affectation du sol, pour l'ensemble ou pour une partie de son périmètre, a été prévue par un plan communal de développement, ... (la suite comme au projet).".

2. Il conviendrait de compléter l'article 36 de l'ordonnance du 29 août 1991 en ce sens que le plan communal de développement peut prévoir l'abrogation d'un P.P.A.S., pour l'ensemble ou pour une partie de son périmètre.

.../...

Article 13

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

En conséquence, la phrase liminaire de l'article 13 de l'ordonnance en projet sera rédigé de la manière suivante :

"Art. 13. L'article 117 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant : ... (la suite comme au projet).".

Article 17

Cet article tend à modifier l'article 204bis de l'ordonnance précitée du 29 août 1991, et non son article 203.

L'exposé des motifs commente la disposition en projet comme suit :

"L'article 46 de l'ordonnance précise que les PCD cessent de produire leurs effets au terme de l'année qui suit celle de l'installation des nouveaux conseils communaux.

Il y a lieu d'éviter qu'il en aille de même des phases préparatoires de ces plans qui ne seraient pas adoptés dans ce délai, afin d'épargner aux communes qui ne le souhaitent pas l'obligation de recommencer les procédures

.../...

d'élaboration *ab initio*.".

Cette explication ne convainc pas.

L'article 46 de l'ordonnance du 29 août 1991 concerne uniquement les effets des plans communaux de développement en vigueur. Il ne règle nullement la question du sort des procédures d'élaboration de ces plans lorsque lesdites procédures ne sont pas menées à terme avant l'installation du nouveau conseil communal - ou dans l'année qui suit celle de cette installation.

En outre, aucune autre disposition n'a pour objet ou pour effet d'imposer aux communes de recommencer l'élaboration d'un plan communal de développement, dans l'hypothèse indiquée.

La disposition en projet est donc inutile. Elle sera omise.

Signature

En vertu de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les Secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Or, l'article 6 de cette loi précitée, prévoyant d'une part que le pouvoir de légiférer par ordonnance s'exerce collectivement par le Conseil et le Gouvernement et d'autre part que le droit d'initiative appartient au

Gouvernement et aux membres du Conseil, la section de législation (1) a diverses fois fait observer que les Secrétaires d'Etat régionaux bruxellois ne disposent pas d'un droit d'initiative législative.

Au regard de ce qui précède, la mention du Secrétaire d'Etat, chargé de l'Aménagement du Territoire, doit être omise dans la signature.

Observation finale au sujet du texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer. Le projet devrait être revu, notamment à la lumière de la "circulaire betreffende de wetgevingstechniek", et du point de vue de l'usage correct de la langue (2).

---

(1) Voir l'avis L. 20.347/9, donné le 10 décembre 1990, sur un projet d'ordonnance sur l'accès à l'information relative à l'environnement, dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'avis L. 25.500/2, donné le 22 août 1996, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précisant les critères de luxe et les conditions de confort applicables aux véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur et l'avis L. 29.648/3, donné le 21 décembre 1999, sur un avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du logement pour la Région de Bruxelles-Capitale, et instaurant un régime d'inscription multiple des candidats locataires dans le logement social.

(2) Voir, à titre d'exemple, "Correct Taalgebruik" de W. PENNINCKX et P. BUYSE, éditions UGA.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals er in de memorie van toelichting op wordt gewezen, blijkt uit de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State dat het gewestplan van de Brusselse agglomeratie en het gewestelijk ontwikkelingsplan (afgekort als GOP) impliciet de bepalingen van de bijzondere bestemmingsplannen (afgekort als BBP) opgeheven hebben die niet overeenstemmen met de voorschriften ervan (1).

Het is niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp die rechtspraak in twijfel te trekken.

Ze wensen evenwel die impliciet opgeheven bepalingen van de BBP's die overeenstemmen met het gewestelijk bestemmingplan (afgekort als GBP) dat thans uitgewerkt wordt, opnieuw uitwerking te laten hebben.

Te dien einde stellen ze voor om in artikel 2, 2°, van het voorontwerp van ordonnantie artikel 5, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw te vervangen door de volgende bepaling :

---

(1) Zie inzonderheid arrest VZW Gemeenschappelijk Verbond van de Verenigingen voor natuurbescherming, nr. 75.710 van 10 september 1998. Wat de Franse lezing betreft zij verwezen naar APT, 1998, blz. 201, met uittreksels uit het verslag en het advies van auditeur I. KOVALOVSZKY; Aménagement-Environnement, 1999, blz. 55, noot M. QUINTIN; JT, 1999, blz. 63, noot D. LAGASSE.

"De bepalingen van de gemeentelijke plannen die impliciet worden opgeheven omdat zij niet voldoende overeenstemmen met een hoger plan dat werd goedgekeurd nadat zij van kracht geworden zijn krijgen hun aanvankelijke uitwerking terug in de mate waarin zij overeenstemmen met het nieuwe hogere plan, tenzij zij intussen zijn gewijzigd of uitdrukkelijk werden opgeheven.".

In de memorie van toelichting wettigen de stellers van het ontwerp de overwogen regeling inzonderheid door de omstandigheid dat "(...) de invloed van de impliciete opheffingen op de bepalingen van de 590 BBP's nadat het gewestplan en het GewOP werden aangenomen nooit exhaustief (is) nagegaan.".

Ze wijzen er in dit verband op dat "het onderzoek van de overeenstemming van de BBP's met het gewestplan en het GOP (...) praktisch haast onmogelijk (is) gezien de bijzonder complexe methodologie die daarvoor nodig is, gezien het aantal bestaande BBP's in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gezien het gebrek aan gecoördineerde versies van de grafische en woordelijke bepalingen van deze BBP's nadat zij verschillende keren gedeeltelijk gewijzigd werden en gezien de uiteenlopende definities die zij bevatten.".

Er dient evenwel aan te worden herinnerd dat krachtens artikel 26, tweede lid, 1°, van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991, het GBP inzonderheid "de bestaande rechtstoestand" vermeldt (1) . Het besluit van de

---

(1) Dit is zodra het als ontwerp wordt opgesteld.

Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de algemene voorstelling van het ontwerpplan en van het gewestelijk bestemmingsplan bepaalt dat de bestaande rechtstoestand op een kaart aangegeven wordt en dat die kaart minstens de perimeter van de geldende bijzondere bestemmingsplannen en de datum waarop ze zijn goedgekeurd, vermeldt (1).

Het aangeven van de bestaande rechtstoestand heeft tot doel de betrokken particulieren, alsook de overheden die over het ontwerpplan geraadpleegd worden en de overheid die met het vaststellen van het plan belast is, nauwkeurig in kennis te stellen van de bestemming die de in het ontwerpplan afgebakende gebieden reeds in rechte gekregen hebben, inzonderheid in de van kracht zijnde BBP's, en hen in staat te stellen zich met kennis van zaken over het hun voorgelegde document uit te spreken (2).

In dit verband dient te worden onderstreept dat de Regering weliswaar over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt om het GBP vast te stellen, doch moet aantonen dat ze bij de uitoefening van die bevoegdheid voldoende rekening heeft gehouden met de bestaande stedenbouwkundige situatie,

---

(1) Zie in dit verband artikel 4, tweede lid, tweede streepje, van het besluit van 16 juli 1998.

(2) Lees in dit verband, over het aangeven van de bestaande rechtstoestand in de gewestplannen, de door F. HAUMONT geciteerde rechtspraak in L'urbanisme, Région wallonne, Répertoire Notarial, Larcier, 1996, nrs. 24 en 26, alsook RvSt, arrest Anckaert en Meyfroodt, nr. 58.935 van 28 maart 1996, Aménagement-Environnement, 1997, blz. 284.

zoals ze inzonderheid uit de van kracht zijnde voorschriften van de BBP's blijkt (1).

Ondanks de problemen waarop in de memorie van toelichting wordt gewezen, kan er bij het nagaan van de bestaande rechtstoestand niet worden voorbijgegaan aan de opheffingen die de bestaande BBP's volledig of gedeeltelijk, expliciet of impliciet, hebben ondergaan.

---

(1) J. HOEFFLER schrijft : "la connaissance de l'état actuel des lieux est ... un facteur déterminant, à la fois pour justifier les conditions nouvelles d'utilisation du sol et pour éviter de léser des intérêts légitimes par des transformations inopportunes et mal étudiées" ("Les mécanismes juridiques de l'aménagement du territoire", in M.-A. Flamme e.a., Le droit de la construction et de l'urbanisme, éditions du Jeune Barreau, 1976, blz. 181 e.v., blz. 212). Zo staat in een arrest van de Raad van State : "s'il est exact que l'autorité administrative dispose d'un pouvoir d'appréciation certain pour déterminer l'affectation future des sols, elle n'en est pas moins tenue de prendre en considération les éléments de fait qui caractérisent les lieux" (arrest Jonas, nr. 35.600 van 28 september 1990). Wat geldt voor de feitelijke gegevens, geldt ook voor de juridische gegevens. Zo schrijft J.-M. FAVRESSE in verband met het in aanmerking nemen van de voorschriften van de bestaande plannen bij de latere uitwerking van een hoger plan : "il va de soi ... ou il devrait aller de soi que les auteurs d'un plan supérieur ont tenu compte, pour l'établir, des plans existants, afin de ne pas s'écarter de ceux-ci à plaisir; ils savent donc en principe, ou ils devraient savoir où et quand ils ont édicté des prescriptions qui sont incompatibles avec les plans en question" ("Les effets d'un nouveau plan d'aménagement sur les plans inférieurs existants", noot onder Cass., 9 mei 1985, J.T., 1986, blz. 543 e.v., blz. 547).

Anders komt dit erop neer dat ervan wordt uitgegaan dat bepalingen die niet meer van kracht zijn, nog deel uitmaken van de rechtsordening en dat verwarring aldus wordt gesticht over de precieze inhoud daarvan.

Al kan worden aangenomen dat loutere vermelding van een plan en van het gebied waarop het betrekking heeft voldoende geacht wordt om de rechtstoestand aan te geven die voortvloeit uit dat plan wanneer dat nog volledig van kracht is (1), dit geldt niet voor de gevallen waarin het opgeheven is, zij het impliciet en gedeeltelijk. In zulke gevallen immers worden de betrokkenen door de loutere vermelding van het plan en van het gebied waarop het betrekking heeft niet nauwkeurig in kennis gesteld van de bestaande rechtstoestand, aangezien in dat geval geen onderscheid wordt gemaakt naargelang de bepalingen van het plan al of niet nog van kracht zijn.

Er dient dus van te worden uitgegaan dat, inzoverre ze ten aanzien van de bestaande rechtstoestand geen rekening houden met de impliciete opheffingen die de bestaande BBP's ondergaan hebben, het ontwerp van GBP en het GBP die worden uitgewerkt, op ernstige wettigheidsbezwaren stuiten.

Het is evenwel voor de overheid een nagenoeg onoverkomelijke moeilijkheid na te gaan in welke mate de zowat 590 bestaande BBP's impliciet, geheel of gedeeltelijk, mogelijk opgeheven zijn door het gewestplan en het GOP, en daarna artikel 26, tweede lid, 1°, van de voormelde ordonnantie in acht te nemen, alsmede het beginsel dat de overheid bij de uitoefening van haar beoordelingsbevoegdheid rekening dient te houden met de bestaande rechtstoestand. De

---

(1) Zie in die zin RvSt, arrest Lebrun, nr. 26.322 van 27 maart 1986.

kans is dus groot dat de situatie waarin de overheid haar taak van tenuitvoerlegging van het beleid inzake ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet kan uitvoeren en geen standpunt kan innemen ten aanzien van de thans ontworpen GBP's, te lang blijft duren en schade berokkent. Om deze dwingende redenen van algemeen belang kan uitzonderlijk overwogen worden de lopende procedure van uitwerking van het GBP op dat bepaalde punt bij wet geldig te verklaren. Een bepaling in die zin kan worden ingevoegd in het onderzochte voorontwerp van ordonnantie.

2. De stellers van het ontwerp slaan voor af te zien van de bepaling die gesteld is in artikel 34 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, dat : "het besluit van de Regering houdende vaststelling van het (GBP) vermeldt welke bepalingen van de vigerende gemeentelijke ontwikkelingsplannen en van de bijzondere bestemmingsplannen niet met dit plan overeenstemmen en (...) ze opheft" (1).

---

(1) Terloops wordt opgemerkt dat in de ontworpen ordonnantie niet voorgesteld wordt om af te zien van de bepaling die gesteld is in artikel 47 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 en die overgenomen is van die van artikel 34, dat "het besluit van de Regering houdende goedkeuring van het (gemeentelijk ontwikkelingsplan) vermeldt welke bepalingen van de vigerende bestemmingsplannen niet met dit plan overeenstemmen en (...) ze opheft". Uit de artikelen 2 en 49 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 blijkt nochtans dat de BBP's niet alleen ondergeschikt zijn aan het GBP, maar ook ondergeschikt aan het gemeentelijk ontwikkelingsplan. De vraag rijst derhalve of de problemen die zich voordoen wanneer de bepalingen van een bestaand BBP niet overeenstemmen met die van enig ander nieuw hoger plan, ongeacht of het gaat om het gemeentelijk ontwikkelingsplan dan wel om het GBP, niet op dezelfde manier moeten worden opgelost (zie trouwens in dit verband het ontworpen artikel 59, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991). De ontworpen ordonnantie moet worden herzien om elke inconsistentie in dit verband te voorkomen.

Volgens de memorie van toelichting is een exhaustieve opsomming van de bepalingen van de bestaande gemeentelijke plannen die niet overeenstemmen met het GBP een "titanenwerk", dat zelfs "materieel onmogelijk" is, dat "(...) een hypotheek (zou) leggen op de goedkeuring van het GBP binnen een redelijke termijn".

Steeds volgens de memorie van toelichting zou zulk een opsomming bovendien meestal een "planologisch antwoord" inhouden.

De ontworpen ordonnantie strekt er derhalve toe de overheid - in het bijzonder de gemeentelijke overheid - in staat te stellen "een gepast planologisch antwoord te vinden op de impliciete opheffing (van de BBP's)".

Daartoe wordt in de ontworpen ordonnantie inzonderheid voorgesteld de ordonnantie van 29 augustus 1991 te wijzigen als volgt :

a) door te bepalen dat de Regering bij het vaststellen van het GBP de wijzigingen kan vermelden die moeten worden aangebracht in de gemeentelijke plannen (ontworpen artikel 26, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991);

b) door de procedure tot wijziging van een BBP dat niet meer overeenstemt met het GBP te vereenvoudigen (ontworpen artikel 59, derde en vierde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991): te dien einde wordt

.../...

bepaald dat de gemeenteraad "(...) rechtstreeks een ontwerpplan (goedkeurt) in toepassing van artikel 53bis en (...) de procedure (volgt) overeenkomstig artikel 53ter"; in de memorie van toelichting wordt erop gewezen dat die vereenvoudigde procedure "(..) meer bepaald (toelaat) dat een ontwerpplan rechtstreeks kan worden aangenomen zonder dat het een tweede maal aan een openbaar onderzoek moet worden onderworpen" (1);

c) door de mogelijkheid te bieden om een BBP alleen voor een deel van het gebied waarop het betrekking heeft op te heffen (wijziging van artikel 65bis van de ordonnantie van 29 augustus 1991);

d) door een procedure in te stellen tot opheffing van de bepalingen van een BBP dat niet overeenstemt met het GBP (ontworpen artikel 65sexies van de ordonnantie van 29 augustus 1991); volgens de bewoordingen die in de memorie van toelichting worden gebruikt, gaat het om het "bijwerken" van de teksten; de vastgestelde procedure bevat geen overlegfase, en inzonderheid geen openbaar onderzoek.

---

(1) Het verdient aanbeveling de precieze bedoeling van de stellers van het ontwerp in verband met deze vereenvoudigde procedure te verduidelijken. De vraag rijst inzonderheid of de gemeentelijke overheid al dan niet een basisdossier dient aan te leggen en de procedure dient toe te passen die geregeld is bij de artikelen 51 tot 53 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 - die onder meer voorziet in een openbaar onderzoek over het basisdossier. De vraag doet zich ook voor of de door de stellers van het ontwerp overwogen regeling van toepassing is op de gevallen die in artikel 53bis, tweede lid, 2° en 3°, van dezelfde ordonnantie aangegeven worden.

In de memorie van toelichting wordt erop gewezen dat "de keuze van wijzigingsprocedure, volledige of gedeeltelijke opheffing van het BBP, zal afhangen van een beslissing van de planologische geschiktheid die berust op een grondig onderzoek van de bepalingen van de BBP's zoals die gedeeltelijk en impliciet zullen worden opgeheven nadat het GBP in werking zal treden"; voorts wordt nog verklaard dat "deze keuze (...) slechts onafhankelijk van het GBP (kan) gebeuren".

Bij de voorliggende bepalingen behoort de volgende fundamentele opmerking te worden gemaakt.

Wanneer een bepaling van een BBP impliciet wordt opgeheven door het GBP, heeft die opheffing onmiddellijk uitwerking, zodra het GBP in werking treedt.

Die uitwerking is dus niet afhankelijk van de goedkeuring van een uitdrukkelijke beslissing achteraf.

Indien naderhand een uitdrukkelijke beslissing wordt genomen, dient de juiste strekking ervan te worden uitgemaakt.

Het is mogelijk dat de bevoegde overheid, ter wille van de rechtszekerheid, de reeds geschiede opheffing uitdrukkelijk wenst vast te stellen om aldus de bepalingen van het betrokken BBP te "zuiveren" of "bij te werken". Mocht zulks haar enige bedoeling zijn, dan is ze niet gerechtigd tot het maken van beleidskeuzes en geeft ze geen nieuwe regel van materieel recht; ze moet zich ertoe bepalen een al bestaande rechtstoestand vast te stellen, die uitwerking heeft gehad zodra het GBP in werking is getreden.

.../...

Heel anders is het geval waarin de bevoegde overheid van oordeel is dat de nieuwe situatie die ontstaat door de impliciete opheffing van sommige bepalingen van een BBP door het GBP, om dwingende redenen van planologie, wijziging of opheffing van het BBP vereist. In zo'n geval maakt die overheid beleidskeuzes en stelt ze nieuwe inhoudelijke bepalingen vast, waarvan de inwerkingtreding losstaat van die van het GBP en van de impliciete opheffing die het bevat (1).

$\alpha$. Bij het lezen van zowel het dispositief als de memorie van toelichting, blijkt niet dat de voorliggende bepalingen zouden zijn ontworpen met inachtneming van het zoëven ter sprake gebrachte onderscheid.

De afdeling wetgeving van de Raad van State wijst er onder meer op dat het ontworpen artikel 65sexies van de ordonnantie van 29 augustus 1991 in dat opzicht fundamenteel dubbelzinnig is.

Terwijl in de memorie van toelichting de indruk wordt gewekt dat deze bepaling alleen het verrichten van een eenvoudige "bijwerking" zou regelen, is het dispositief van dit artikel niet in die zin geformuleerd.

---

(1) In verband met het onderscheid dat moet worden gemaakt tussen uitdrukkelijke opheffing die de uitwerking van een bepaalde tekst ongedaan maakt voor de toekomst door er nieuwe regels voor in de plaats te stellen of door een rechtsinstituut of oude regels volledig te laten verdwijnen, en uitdrukkelijke opheffing die slechts een "zuivering" tot doel heeft, dit wil zeggen impliciet opgeheven teksten te laten verdwijnen uit het regelbestand, lees Chr. LAMBOTTE, Technique législative et codification, E. Story-Scientia, 1988, blz. 117 en 118.

Het is integendeel gesteld in bewoordingen die zich in hoofdzaak niet onderscheiden van die waarin de bepalingen zijn gesteld van de ordonnantie van 29 augustus 1991, die voor de bestemmingsplannen procedures invoeren waarbij de bevoegde overheid gerechtigd is tot het maken van beleidskeuzes.

Bij wijze van voorbeeld, indien het ontworpen artikel 65sexies zo moet worden begrepen dat ermee alleen het verrichten van een eenvoudige "bijwerking" wordt beoogd, is het bijzonder dubbelzinnig te bepalen dat de genomen besluiten "in werking (treden) binnen de termijn vastgesteld door de Regering, of bij gebreke daarvan, binnen 15 dagen na de publicatie ervan in het Belgisch Staatsblad", aangezien de door het GBP impliciet opgeheven bepalingen van het BBP buiten werking treden, zodra het GBP in werking treedt.

$\beta$. Met het onderscheid dat hierboven is ter sprake gebracht dient ook rekening te worden gehouden om te bepalen in welke gevallen het gerechtvaardigd is de procedure voor de opheffing of wijziging van een BBP te vereenvoudigen ten opzichte van datgene waarin de ordonnantie van 29 augustus 1991 normaal voorziet, inzonderheid door geen raadplegingsprocedure voor te schrijven - en meer bepaald geen openbaar onderzoek.

Het ontbreken van een procedure zoals een openbaar onderzoek, welke procedure er in de eerste plaats toe strekt de betrokkenen de mogelijkheid te bieden opmerkingen van stedenbouwkundige aard te maken, is ten volle gerechtvaardigd wanneer het er alleen om gaat een reeds gedane

impliciete opheffing uitdrukkelijk vast te stellen : in dat geval is er immers geen aanleiding voor dwingende redenen van planologie.

Het ontbreken van die procedure is daarentegen veel minder te rechtvaardigen uit het oogpunt van het beginsel van de gelijkheid voor de wet, wanneer het erom gaat een BBP te wijzigen of op te heffen op grond van dwingende redenen van planologie. In dat opzicht doet het er weinig toe of de geplande wijzigingen en opheffingen alleen betrekking hebben op het geval van BBP's die niet conform een plan zijn - het GBP - waarvoor wel een raadplegingsprocedure is gevolgd. De genoemde wijzigingen en opheffingen hebben immers niet - of niet alleen - tot doel te zorgen voor de strikte juridische overeenstemming van de BBP's met het GBP (1), maar zijn - of zijn ook - de afspiegeling van een beoordeling van stedenbouwkundige aard die, aangezien ze niet beperkt is tot die waarop het GBP steunt (2), aanleiding kan geven tot andere adviezen dan die welke uitgebracht zijn bij de raadpleging die voorafging aan de goedkeuring van dit GBP.

De voorliggende bepalingen moeten grondig worden herzien, rekening houdend met hetgeen zoëven is gezegd.

---

(1) Mocht zulks het doel ervan zijn, dan zouden ze er alleen toe strekken uitdrukkelijk de reeds gedane impliciete opheffing vast te stellen, aan welk geval hier niet wordt gedacht.

(2) Wanneer het erom gaat een BBP te wijzigen is het overigens mogelijk dat de genomen beslissing afwijkt van het GBP, met toepassing van artikel 50 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

3. Naar het voorbeeld van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, voorziet de ordonnantie van 29 augustus 1991, voor het onderzoek van de vergunningsaanvragen, in twee afzonderlijke procedures naargelang er voor het gebied waarin het goed gelegen is al dan niet een geldend bijzonder bestemmingsplan of een niet-vervallen verkavelingsvergunning bestaat. In het tweede geval moet het advies van de gemachtigde ambtenaar vooraf gevraagd worden en indien dat advies binnen de gestelde termijn wordt gegeven, mag de vergunning door het college van burgemeester en schepenen pas worden afgegeven na eensluidend en uitdrukkelijk advies van de gemachtigde ambtenaar; indien het niet binnen die termijn wordt gegeven, wordt het advies geacht gunstig te zijn (artikel 116 van de ordonnantie). In het eerste geval besluit het college van burgemeester en schepenen over de aanvraag zonder voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar (artikel 118). In beide gevallen is het college van burgemeester en schepenen verplicht na te gaan of het betrokken perceel al of niet is opgenomen in een goedgekeurd bijzonder bestemmingsplan (1) en van de door het college afgegeven vergunning mag gebruik worden gemaakt indien ze door de gemachtigde ambtenaar niet wordt geschorst binnen twintig dagen na de kennisgeving ervan (artikel 120). Die verschillende regeling, die bestaat in een grotere of beperktere autonomie van het college van burgemeester en schepenen, kan verklaard worden door het feit dat in het eerste geval de beoordelingsbevoegdheid van de gemeentelijke

---

(1) Zie in dat verband arrest nr. 13.829, Vrinssen, van 9 december 1969 van de Raad van State, gewezen onder de gelding van de wet van 29 maart 1962.

overheid reeds wordt beperkt door het bestaan van een bijzonder bestemmingsplan of een verkavelingsvergunning. Het bijzonder bestemmingsplan bevat immers relatief gedetailleerde stedenbouwkundige voorschriften en is al onderworpen aan de controle van de gewestelijke overheid. Bij ontstentenis van een bijzonder plan daarentegen neemt het college een besluit naargelang van de opvatting die het heeft over de goede plaatselijke ordening, wat dit college een ruimere beoordelingsbevoegdheid verleent en een voorafgaand optreden van de gemachtigde ambtenaar kan rechtvaardigen.

Het voorontwerp van ordonnantie wijzigt de bestaande regeling. Terwijl thans, in geval van opheffing van het bijzonder bestemmingsplan het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar wordt vereist zonder dat een onderscheid behoeft te worden gemaakt naargelang die opheffing expliciet dan wel impliciet is, gedeeltelijk of volledig, van het ogenblik af dat het goed waarvoor de vergunning wordt aangevraagd gelegen is in het opgeheven gedeelte van het plan, voorziet het voorontwerp alleen nog in die procedure in geval van uitdrukkelijke opheffing van alle bepalingen van het bijzonder plan. In geval van impliciete, volledige of gedeeltelijke opheffing en in geval van gedeeltelijke uitdrukkelijke opheffing, wordt het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar niet meer vereist; de regeling is dan dezelfde als die welke van toepassing is wanneer er, voor het gebied waarin het goed gelegen is een geldend bestemmingsplan bestaat. De enige rechtvaardiging die voor deze wijziging wordt gegeven is dat de termijn van tien dagen waarover de gemeente beschikt om

te bepalen welke procedure van toepassing is, te kort is om de bijzondere bestemmingsplannen aan een grondig onderzoek te onderwerpen.

Deze wijziging kan niet worden aanvaard.

Zoals erop is gewezen in algemene opmerking nr. 2, heeft de impliciete opheffing van rechtswege uitwerking. Uit dat oogpunt bestaat er geen verschil tussen expliciete of impliciete, volledige of gedeeltelijke opheffing : de rechtsgevolgen zijn steeds dezelfde, de opgeheven rechtsregel treedt van rechtswege buiten werking voor de toekomst. Krachtens het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, dienen allen die zich in dezelfde situatie bevinden, namelijk dat zij een vergunning moeten aanvragen voor een goed dat gelegen is in een gebied waarvoor geen bijzonder bestemmingsplan bestaat, als gevolg van de opheffing ervan door een hoger plan, gelijk te worden behandeld. Concreet betekent dit dat het college van burgemeester en schepenen in dat geval uiteraard niet mag steunen op gedetailleerde voorschriften die niet meer bestaan en dat het een besluit moet nemen naargelang van de opvatting die het heeft aangaande de goede plaatselijke ordening. Zoals er hierboven op is gewezen, is de bestaansreden voor de voorafgaande controle door de gemachtigde ambtenaar gelegen in dit ontbreken van gedetailleerde voorschriften; deze reden blijft bestaan in geval van gedeeltelijke uitdrukkelijke opheffing en evenzeer in geval van volledige of gedeeltelijke impliciete, opheffing.

.../...

Bovendien is het paradoxaal en zelfs tegenstrijdig te beweren dat men gevolgen wenst te trekken uit de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State inzake impliciete opheffing en terzelfder tijd, terzake van de procedure van onderzoek van de vergunningsaanvragen, gelijk wil stellen met het geval dat er voor het gebied waarin het goed is gelegen een bijzonder bestemmingsplan bestaat, het geval dat zulk een plan niet meer bestaat als gevolg van de gedeeltelijke uitdrukkelijke opheffing ervan of van een volledige of gedeeltelijke impliciete opheffing.

De korte termijn waarover de gemeente bij de huidige stand van de ordonnantie beschikt om na te gaan of er voor het gebied waarin het goed is gelegen al dan niet een bijzonder bestemmingsplan bestaat, zou in bepaalde gevallen waarin die moeilijkheid reëel is, een verlenging kunnen rechtvaardigen van de termijn gesteld in artikel 109, zesde lid, van de ordonnantie, doch geen loutere gelijkstelling, waarin de steller van het voorontwerp voorziet.

Ten slotte zij erop gewezen dat het er hier niet om gaat na te gaan in welke mate de voorschriften van de bijzondere bestemmingsplannen impliciet zijn opgeheven door het gewestplan van de Brusselse agglomeratie of het GOP, aangezien artikel 2 van het voorontwerp ze weer in werking stelt; het gaat er alleen om zich, bij het onderzoek van de vergunningsaanvragen, uit te spreken over de bestaanbaarheid

van die voorschriften met het GBP (1) en dus over de impliciete opheffing ervan door het laatstgenoemde plan.

Het voorontwerp moet op dat punt grondig worden herzien.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### Dispositief

### Artikel 2

1. Uit de huidige tekst van artikel 5, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991, welke bepaling op dat punt teruggaat op artikel 2 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, blijkt dat, los van hetgeen moet gebeuren met bepalingen van een plan die niet overeenstemmen met die van een hoger plan van recentere datum, een plan alleen in uitdrukkelijk door de wetgever bepaalde gevallen zonder meer kan worden opgeheven (2).

---

(1) of, in voorkomend geval, met het gemeentelijk ontwikkelingsplan.

(2) R.v.St., arrest Saint-Rémy c.s., nr. 23.484 van 16 september 1983; lees ook Chr. DACIER, "Peut-on abroger un plan d'aménagement ?", Aménagement du territoire et droit foncier, nr. 8, oktober 1980, blz. 33 en 34.

De gemachtigden van de regering hebben erop gewezen dat de stellers van het ontwerp dat principe niet op de helling willen zetten.

Daarom wordt voorgesteld het ontworpen artikel 5, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 te vervangen als volgt :

"De plannen blijven van kracht totdat ze :

1° hetzij vervangen worden door andere plannen naar aanleiding van een wijziging of in de gevallen waarin deze ordonnantie bepaalt dat al hun bepalingen of een deel ervan uitdrukkelijk geschorst of opgeheven worden;

2° hetzij stilzwijgend opgeheven worden doordat ze niet overeenstemmen met een hoger plan dat na hun inwerkingtreding aangenomen is.".

2. Wat het ontworpen artikel 5, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1. Voor het overige dient er nog op te worden gewezen dat de onderzochte tekst in zulke bewoordingen gesteld is dat hij van toepassing moet zijn op alle gevallen waarin de bepalingen van een gemeentelijk plan die stilzwijgend opgeheven zijn, overeenstemmen met een nieuw hoger plan.

De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich af of dat wel de bedoeling van de stellers van het ontwerp is, dan wel of zij alleen het geval voor ogen hebben van bepalingen van een BBP die impliciet opgeheven zijn door het gewestplan of door het GOP, maar die overeenstemmen met het GBP dat thans wordt uitgewerkt - in welk geval de tekst in die zin zou moeten worden geredigeerd en beter op zijn plaats zou zijn in titel VI, hoofdstuk II, van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 3

1. Er bestaat een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van onderdeel 1° doordat de woorden "volgt het voorbeeld van de meldingen en oriëntaties van het gewestelijk ontwikkelingsplan" niet dezelfde betekenis hebben als de woorden "s'inspire des indications et orientations". Deze discrepantie behoort te worden weggewerkt.

2. In onderdeel 2° moet het woord "afgeschaft" worden vervangen door het woord "opgeheven". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 5 en artikel 8, onderdeel 2°.

3. In onderdeel 3° dient te worden geschreven :

"3° het derde lid wordt vervangen als volgt : ... aangebracht in ... en in ...".

.../...

Artikelen 8 en 9

1. Deze bepalingen moeten worden herzien omdat, enerzijds, artikel 63 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 uit slechts drie leden - en niet uit vier leden - bestaat, en anderzijds, wanneer de Regering zich in de plaats stelt van de gemeenteoverheid om een BBP uit te werken of te wijzigen, zij uiteraard niet haar goedkeuring hoeft te hechten aan beslissingen die zijzelf genomen heeft.

2. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking, behoort artikel 8, onderdeel 1°, als volgt te worden gesteld :

"1° in het tweede lid worden de woorden "in de artikelen 51, 52 en 53" vervangen door de woorden (voorts als in het ontwerp).",

terwijl in artikel 9 de woorden "volledig afgeschaft" vervangen dienen te worden door het woord "opgeheven".

Artikel 10

Het is beter de woorden "of een gedeelte van het bereik ervan" te vervangen door de woorden "wat betreft het volledige gebied waarop dat plan betrekking heeft of een gedeelte daarvan".

.../...

Artikel 11

Deze bepaling, in verband waarmee naar algemene opmerking nr. 2 wordt verwezen, geeft voorts aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. Volgens het ontworpen artikel 65sexies, § 1, vierde lid, en § 2, vierde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 worden de besluiten waarbij de Regering haar goedkeuring hecht aan het besluit van de gemeenteraad om een BBP op te heffen of aan het besluit waarbij de Regering zelf zulk een plan opheft, bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De bekendmaking van regeringsbesluiten in het Belgisch Staatsblad wordt geregeld bij artikel 39 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

In die bepaling wordt voorgeschreven in welke gevallen en volgens welke nadere regels regeringsbesluiten in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is dan ook niet bevoegd te bepalen dat besluiten waarbij de Regering haar goedkeuring hecht aan het besluit van de gemeenteraad om een BBP op te heffen of aan het besluit waarbij de Regering zelf zulk een plan opheft, bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

.../...

2. Het ontworpen artikel 65sexies, § 1, vierde lid, bepaalt voorts dat het besluit waarbij de gemeenteraad een BBP opheft, bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt wanneer de Regering geacht wordt dat besluit te hebben goedgekeurd doordat ze zich niet gehouden heeft aan de termijn waarover ze beschikte om dat besluit al dan niet goed te keuren.

Men zou er beter aan doen de Regering te gelasten in het Belgisch Staatsblad een bericht bekend te laten maken waarin vastgesteld wordt dat de goedkeuring van het besluit van de gemeenteraad geacht wordt te zijn verleend.

Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis eveneens voor het ontworpen artikel 65septies, § 1, derde lid, en § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 12

1. Het ontworpen artikel 65septies, § 1, eerste lid, zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. Wanneer een gemeentelijk ontwikkelingsplan voorziet in de opheffing van een bijzonder bestemmingsplan, wat betreft het volledige gebied waarop dat plan betrekking heeft of een gedeelte daarvan, keurt de gemeenteraad ... (voorts als in het ontwerp).".

.../...

2. Artikel 36 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 zou moeten worden aangevuld met het voorschrift dat een gemeentelijk ontwikkelingsplan kan bepalen dat een BBP wordt opgeheven, wat betreft het volledige gebied waarop dat plan betrekking heeft of een gedeelte daarvan.

Artikel 13

Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld wanneer elke paragraaf uit slechts een lid bestaat.

Bijgevolg behoort de inleidende zin van het ontworpen artikel 13 van de ordonnantie als volgt te worden gesteld :

"Art. 13. Artikel 117 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid : ... (voorts als in het ontwerp).".

Artikel 17

Dit artikel strekt tot wijziging van artikel 204bis van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991 en niet van artikel 203 ervan.

In de memorie van toelichting staat over deze ontworpen bepaling de volgende commentaar :

.../...

"Artikel 46 van de Ordonnantie bepaalt dat GemOp's hun uitwerking verliezen op einde van het jaar volgend op het jaar waarin de nieuwe gemeenteraden werden geïnstalleerd.

Het komt erop aan te vermijden dat hetzelfde gebeurt met de voorbereidende fasen van deze plannen die niet zouden worden goedgekeurd binnen die tijdspanne en dit, om zo gemeenten te besparen van de verplichting om *ab initio* opnieuw te beginnen met de uitwerkingsprocedures.".

Dat is geen overtuigende uitleg.

Artikel 46 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 heeft alleen betrekking op de gevolgen van de geldende gemeentelijke ontwikkelingsplannen. Dat artikel regelt geenszins de kwestie van hetgeen moet geschieden met de procedures tot opstelling van die plannen wanneer de voornoemde procedures niet afgerond raken vóór de installatie van de nieuwe gemeenteraad - of binnen het jaar dat op die installatie volgt.

Voorts strekt noch leidt enige andere bepaling ertoe dat de gemeenten verplicht worden om in het aangegeven geval de procedure tot het opstellen van een gemeentelijk ontwikkelingsplan weer van voren af aan te beginnen.

De ontworpen bepaling behoort dan ook als nutteloos te vervallen.

.../...

Ondertekeningsformulier

Krachtens artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen maken de Gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Aangezien in artikel 6 van de voormelde bijzondere wet wordt bepaald dat de ordonnantiegevende macht door de Raad en de Regering gezamenlijk wordt uitgeoefend en dat het recht van initiatief aan de Regering en aan de leden van de Raad behoort, heeft de afdeling wetgeving (1) reeds herhaaldelijk opgemerkt dat de Brusselse Gewestelijke Staatssecretarissen geen recht hebben om wetgevende initiatieven te nemen.

In het licht van wat voorafgaat, behoort de vermelding van de Staatssecretaris, belast met Ruimtelijke Ordening, te vervallen in het ondertekeningsformulier.

---

(1) Zie advies L. 20.347/9, dat op 10 december 1990 is gegeven over een ontwerp van ordonnantie inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, advies L. 25.500/2, dat op 22 augustus 1996 is gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bepaling van de luxe-criteria en de eisen qua comfort waaraan de voertuigen, ingezet voor de exploitatie van een verhuurdienst van voertuigen met chauffeur, moeten voldoen, en advies L. 29.643/3, dat op 21 december 1999 is gegeven over een voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot instelling van een meervoudig inschrijvingsstelsel voor kandidaat-huurders in de sociale huisvesting.

Slotopmerking over de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat te wensen over. Het volledige ontwerp zou grondig moeten worden herzien, in het licht van de circulaire betreffende wetgevingstechniek en uit het oogpunt van correct taalgebruik (1).

---

(1) Zie bijvoorbeeld Correct Taalgebruik; W. Penninckx en P. Buyse, uitgeverij UGA.

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs<br>de Heren | R. ANDERSEN, | président de chambre,<br>kamervoorzitter, |
| | P. LIENARDY,<br>P. VANDERNOOT, | conseillers d'Etat,<br>staatsraden, |
| | P. GOTHOT,<br>J. van COMPERNOLLE, | assesseurs de la section de législation,<br>assessoren van de afdeling wetgeving, |
| Madame<br>Mevrouw | C. GIGOT, | greffier assumé,<br>toegevoegd griffier. |

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. Y. HOUYET, référendaire adjoint, et exposée par MM. Y. HOUYET et B. RONGVAUX, référendaires adjoints.

La chambre a entendu MM. P. HANIQUE et J. van YPERSELE, représentants du ministre désignés dans la demande d'avis.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. Y. HOUYET, adjunct-referendaris, en toegelicht door de heren Y. HOUYET en B. RONGVAUX, adjunct-referendarissen.

De kamer heeft de Heren P. HANIQUE en J. van YPERSELE, gewachtigde van de minister die in de adviesaanvraag zijn aangewezen, gehoord.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN